

<https://www.snetap-fsu.fr/Choc-des-savoirs-contre-celles-et-ceux-qui-font-l-ecole-emancipatrice-et.html>



Choc des savoirs contre celles et ceux qui font l'école émancipatrice et démocratique

- Les Dossiers - Vie fédérale -

Date de mise en ligne : mercredi 13 décembre 2023

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

Deux mois après le lancement de la mission express « Exigence des savoirs », le ministre Gabriel Attal a détaillé ses arbitrages, le jour des résultats Pisa pour la France, pour « relever le niveau » des élèves. Au-delà de la méthode caricaturale et maintes fois appliquées d'une commission créée pour proposer des orientations déjà validées, le ministre ne tire aucun enseignement de PISA. Or, cette étude montre la dégradation nette des résultats des élèves depuis 2018 et, c'est certainement l'enseignement principal, le creusement des inégalités scolaires socialement déterminées. Ceci révèle les effets néfastes du sous-financement de l'éducation et des mesures des gouvernements successifs.

Les suppressions de postes et les sureffectifs dans les classes, la mise en œuvre de réformes diminuant les moyens et désorganisant les établissements, la priorité aux « fondamentaux » dans le premier degré sur tout autre élément de culture disciplinaire, l'absence de mesures d'exception au lendemain du COVID pour combler les écarts et les lacunes, la crise de recrutement qui s'aggrave, une école inclusive sans moyen... ces freins ont fortement contribué à la baisse du niveau global des jeunes car ils ont entravé l'action des personnels pour accompagner les élèves dans leurs apprentissages au plus près de leurs besoins et les ont empêché de lutter contre les inégalités scolaires.

Après les attaques menées contre le premier degré, les réformes du lycée et de la voie professionnelle, la mise en place de Parcoursup, Gabriel Attal vise le parachèvement d'une école du tri social. Au lieu de s'appuyer sur l'expertise des professionnels, le ministre promeut la sélection des élèves dès la Sixième, avec des groupes de niveau mettant fin au collège unique ; un diplôme national du brevet conditionnant l'accès en Seconde générale, technologique et professionnelle ; des méthodes et des manuels prescrits ; des applications numériques. Les programmes seront réécrits hors de tout consensus, dès la prochaine rentrée de la maternelle au CE2, les évaluations nationales et tests de niveau devront s'imposer comme outil central du pilotage d'enseignements de plus en plus standardisés. Les manuels seront labellisés, voire imposés en CP et CE1, dans l'objectif d'assujettir les pratiques enseignantes, en lieu et place du respect de la liberté pédagogique, indispensable à la réussite scolaire.

Ces mesures ont comme point commun de ne presque rien coûter ; aucun moyen nouveau n'est créé au projet de loi de finances. Elles empêchent la poursuite de la démocratisation vers l'accès à l'enseignement supérieur. Elles annoncent aux personnels une négation de leur expertise professionnelle, un contrôle accru et une normalisation de leurs pratiques. Cette logique de caporalisation de nos métiers est en tout point incompatible avec le statut de cadres A de la Fonction publique des professeur.es et la possibilité même d'un enseignement émancipateur.

Le « choc des savoirs » sera violent et injuste pour les élèves, notamment les plus fragiles, brutal et autoritaire pour les personnels.

Nous qui faisons l'école, nous réaffirmons avec fermeté son sens et ses missions : assurer l'accès à des savoirs exigeants pour tous les élèves, développer les conditions favorables à un apprentissage collectif permettant le vivre ensemble et combattre résolument les déterminismes sociaux. Les élèves doivent pouvoir exercer leur sens critique, s'ouvrir à une pensée humaniste rigoureuse, fondée sur la raison et les savoirs qui émancipent. C'est pourquoi la [FSU](#) mobilise les personnels le 12 décembre contre la réforme de la voie professionnelle voulue pour moins d'école, moins d'enseignant-es, plus d'entreprises, plus d'externalisation des missions, et plus de management.

La FSU continuera de mener le combat pour une école émancipatrice pour toutes et tous, fondée sur le respect de ses personnels.

Bagnolet, le 8 décembre 2023